



OVIDA | AFRIDO

Observatoire de la Vie Diplomatique en Afrique
African Diplomacy Observatory



NOTE DE SYNTHÈSE N° 4

Conférence des Ambassadeurs Français 25-27 août 2010



« La France doit affirmer sa vision, sa détermination », se présenter au monde comme porteuse « de nouvelles idées, de nouveaux projets (...) » et faire preuve « d'un grand volontarisme, d'une grande détermination et (...) en même temps, jouer collectif »; voici quelques-unes des ambitions de politique étrangère qui ont été esquissées par le président de la République Française, Nicolas Sarkozy, le 25 août dernier, lors de la tenue de la Conférence annuelle des Ambassadeurs et dont l'Observatoire présente les idées forces d'intérêt pour l'Afrique.



Terrorisme, priorité absolue de la France

La lutte contre le terrorisme a été portée au rang de «*priorité absolue pour la France*»; priorité renforcée par la main mise croissante de la mouvance Al Qaïda dans des régions et pays caractérisés par un faible contrôle de certaines parties de leur territoire par les autorités nationales et par le risque que représenterait l'établissement d'un «*arc de crise du terrorisme*», d'une «*chaîne continue liant les bases terroristes de Quetta et du Sud-afghan à celles du Yémen, à celles de la Somalie et à celles du Sahel*».

La situation d'instabilité qui persiste en Somalie, du fait notamment de l'action des milices islamistes Al Shabab et surtout de l'absence ou précisément de l'incapacité des autorités fédérales somaliennes, fait peser sur toute la région du Golfe d'Aden et progressivement de la Corne de l'Afrique une menace particulièrement préoccupante. Les attentats survenus à Kampala, en Ouganda, en juillet dernier ont ainsi montré le risque de contagion, ainsi que la capacité de nuisance, au-delà des frontières de la Somalie, de ces milices et plus généralement de la nébuleuse Al Qaïda. Le président Sarkozy a ainsi souligné à juste titre que la victoire de ces mouvements à Mogadiscio «*transformait la Somalie en base de départ d'Al Qaïda, ce serait une catastrophe. Cela achèverait de déstabiliser toute une région déjà fragilisée par les déchirements du Soudan*».

Afin de faire face à cette menace qui représente aux dires du président français un «*enjeux pour la sécurité de chaque Français*», en plus de sa présence militaire à Djibouti, au Tchad et en RCA, la France va continuer à contribuer aux efforts de stabilisation de la Somalie à travers la formation de soldats somaliens qui devront assurer la sécurité des autorités fédérales transitoires et de soldats servant dans la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et essayant tant bien que mal de protéger certains lieux stratégiques de la capitale Mogadiscio, notamment son port et son aéroport, centraux dans l'acheminement de l'aide humanitaire.

Dans le même ordre d'idée, la région du Sahel, aux confins entre la Mauritanie, le Nord du Burkina Faso, du Mali, du Niger et le Sud de l'Algérie, sont devenus au fil des années des zones sur lesquelles la branche maghrébine d'Al Qaïda fait peser une menace qui s'est à plusieurs reprises caractérisée par la prise d'otage de touristes et d'humanitaires occidentaux et comme l'illustre le récent assassinat du français Michel Germaneau et la et la disparition, dans la nuit du 16 au 17 septembre 2010, de sept salariés, dont cinq français, du groupe français Areva, leader mondial du nucléaire qui extrait actuellement de l'uranium au Niger.

Face à cette situation la stratégie française prévoit d'apporter une «*aide sans réserve aux gouvernements qui lui en font la demande à former, équiper, renseigner les forces mobiles dont ils ont besoin pour éliminer des groupes qui menacent de déstabilisation tout le Sahel*».



Le président Sarkozy a également déclaré que la France se tenait «aux côtés de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie et de la Libye: leur combat contre le terrorisme est le nôtre, car leur sécurité ne peut être séparée de la nôtre».

Présidence française du G20 et du G8

Cette Conférence des Ambassadeurs intervient également au moment où la France se prépare à assumer, à partir du 12 novembre, pour une durée d'un an, la présidence du G20, et, à partir du 1er janvier 2011, celle du G8.

Faire du G20 un véritable mécanisme de gouvernance

Evoquant le G20, le président français a rappelé qu'il devait «convaincre qu'il a la volonté de poursuivre des réformes nécessaires et indispensables» engagées à la suite de la récente crise financière et économique internationale et sortir de cette simple logique de gestion de crises. Cela passe pour le président Sarkozy par l'ouverture de nouveaux chantiers, «ceux qui sont dans l'impasse depuis trop longtemps et dont dépend la stabilité et la prospérité du monde».

Ces chantiers concernent particulièrement:

1) **Réforme du système monétaire international**, en renforçant les mécanismes de gestion de crises financières internationales, en s'interrogeant notamment sur «l'adéquation d'un système monétaire international dominé par une seule monnaie dans un monde devenu depuis bien longtemps multipolaire» et trouvant «les moyens de mieux coordonner les politiques économiques et monétaires des grandes zones économiques».

2) **Volatilité des prix des matières premières**, problématique qui, avec les drames et notamment les «émeutes de la faim» survenus dans plusieurs pays africains en 2008 du fait de la hausse de certains produits d'alimentation de base, revêt une importance particulière. A ce propos, le président français a ainsi déclaré vouloir «poser la question du fonctionnement même des marchés de dérivés des matières premières» et convaincre le monde entier de la nécessité d'une régulation du marché des matières premières en améliorant la transparence des marchés, en évoquant les politiques de stockage et en procédant à la création, par les institutions financières internationales, d'outils assurantiels pour permettre aux pays importateurs de se couvrir contre la volatilité des cours.

3) **Gouvernance mondiale** avec la question posée par le président français de la nécessité de doter le G20 de moyens de travailler plus efficacement, et notamment d'un Secrétariat «pour suivre en permanence la mise en œuvre des décisions prises et instruire les dossiers, en liaison avec toutes les organisations internationales concernées». La réforme du FMI et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies en charge de l'économie, de l'emploi et du commerce serait également au menu de cet agenda visant à l'amélioration de la gouvernance mondiale.

Le président français a également évoqué l'idée de voir le G20 discuter de développement; de le voir «adopter des règles de bonne conduite et de bonnes pratiques pour l'aide publique» ou encore de «débatte des financements innovants, et notamment d'une possible taxe sur les transactions financières», comme moyen pour les pays développés de respecter leurs engagements en matière d'aide publique au développement,



d'atteindre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et de financer les engagements pris lors du Sommet de Copenhague sur les changements climatiques. Le G20 devra pour finir porter la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU - réforme en discussion depuis déjà vingt ans -. Avec cet agenda, on peut légitimement s'interroger s'il n'existe pas déjà de cadres de concertation sur tous ces sujets et surtout de la légitimité du G20.

L'Afrique au menu du G8

Le partenariat avec l'Afrique sera un des thèmes majeurs du G8 présidé par la France. Ce choix s'explique notamment selon le président français par le fait que son destin soit lié à celui de l'Europe et que son « succès est une chance pour l'Europe et son échec serait un drame pour l'Europe ».

Nicolas Sarkozy a également déclaré que « l'Afrique a un potentiel considérable. L'Afrique a de l'espace, l'Afrique a des ressources, l'Afrique a une jeunesse et c'est tout l'intérêt de l'Europe de parler d'une même voix avec l'Afrique en donnant à l'Afrique le poids nécessaire dans la gouvernance mondiale et les financements nécessaires pour qu'elle se développe ».

Au cours de cette réunion, il est prévu que le Premier ministre éthiopien, Meles Zenawi, présente un rapport sur l'utilisation de l'aide par les pays africains. Ce rapport devra servir de base à une réflexion sur les moyens les plus efficaces à mettre en œuvre pour mieux aider le continent africain à réussir son décollage.

Par ailleurs, le G8 sous présidence française sera précédé par une réunion des Ministres de l'Intérieur des pays concernés, qui discuteront de la déstabilisation des pays des Caraïbes, de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel par les trafiquants de drogue.



A PROPOS DES NOTES D'OVIDA

Les “Notes d'OVIDA” s'inscrivent dans la volonté et l'objectif de l'Observatoire de promouvoir, rassembler et développer une expertise dans l'étude et l'analyse des problématiques relatives à la pratique diplomatique des Etats africains et leur participation aux affaires internationales.

Les contributions qui en résultent devront notamment permettre d'éclairer et de nourrir le débat autour des problématiques (politique, sécuritaire, économique et commerciale, des droits de l'homme et environnementale) autour desquelles s'articule la participation de la l'Afrique aux affaires internationales.